

27 septembre 2000, Milwaukee

Allocution devant l'Institute of World Affairs

Monsieur John Norquist, Maire de Milwaukee,

Monsieur William Vocke, Président de l'Institute of World Affairs,

Madame Nancy Zimpher, Chancelière de l'University of Wisconsin in Milwaukee,

Monsieur Chris Pole, Consul General of Canada,

Distingués invités,

Chers amis du Québec,

C'est avec grand plaisir que je prends la parole devant vous aujourd'hui. En effet, la présence d'une délégation québécoise importante à Milwaukee, dont j'ai l'honneur comme premier ministre d'être le porte-parole, s'inscrit dans la continuité de notre histoire commune en Amérique du Nord. Je tiens à remercier les dirigeants de l'Institute of World Affairs et leurs différents partenaires de me donner l'opportunité de m'adresser à vous.

Les liens entre le Québec et le Wisconsin sont bicentennaires. Dès 1634, Jean Nicolet posait le pied sur les rives de Green Bay. Les années suivantes ont amené plusieurs Canadiens français à s'établir au cœur du continent. En 1818, l'un de ceux-là, Salomon Juneau, quitta la région de Montréal pour établir un comptoir commercial tout près d'ici.

Récemment c'est par les échanges économiques que nos relations se sont intensifiées. Dans le secteur agroalimentaire, les producteurs québécois sont des habitués du fameux « World Dairy Expo ». Nos entreprises ont aussi participé à divers degrés aux réunions annuelles de la Wisconsin Biotechnology Association à Madison, mais jamais notre présence n'avait été aussi importante que lors de leur réunion annuelle, tenue hier, à laquelle une vingtaine d'entreprises et centres de recherche du Québec ont participé. La mission de cette semaine s'inscrit dans un cadre économique. Les entreprises qui en font partie proviennent des secteurs les plus dynamiques de notre économie, tels que les biotechnologies, le transport, les technologies de l'information et l'agroalimentaire. Comme nous désirons aussi établir un plus large dialogue ayant des incidences en éducation, dans les secteurs culturel et social, des représentants de diverses institutions œuvrant dans ces domaines sont aussi du voyage.

Mais avant d'aller plus loin, laissez-moi vous parler de ce qu'est devenu le Québec en l'an 2000. L'économie québécoise a connu une progression importante au cours des dernières années. L'an dernier, le Québec a enregistré une croissance de son produit intérieur brut de 4,1 %, ce qui constitue l'une de nos meilleures performances depuis 11 ans. Il s'agit d'une croissance supérieure à celle de la moyenne des pays du G7 (+ 2,7 %) et qui se compare avec celle des États-Unis, qui s'établit à 4,2 %.

Le marché du travail au Québec a été dynamique. En 1999, près de 76 000 nouveaux emplois

ont été créés. En 1998, plus de 86 000, ce qui correspond à une croissance de l'emploi de 2,7 % en 1998. Il s'agit de la meilleure performance depuis 12 ans. Cette création d'emplois profite d'abord aux jeunes (15-24 ans). En 1999, ils ont décroché plus du tiers (37 %) des nouveaux emplois, alors qu'ils représentent 16 % de la population active. Cela constitue la plus forte création d'emplois chez les jeunes depuis 1973. En 2000, les investissements privés s'inscrivent à la hausse pour une septième année d'affilée. D'ailleurs, les experts du secteur privé prévoient une poursuite de notre croissance économique et une baisse du taux de chômage.

Nous exportons maintenant 58 % de notre PIB, ce qui fait aussi de notre économie l'une des plus ouvertes sur le monde. Depuis 1990, la valeur de nos exportations internationales a plus que doublé. Une augmentation de 130 %. La croissance de nos ventes vers le reste du Canada a augmenté seulement de 12 %, tandis que la croissance de nos exportations vers les États-Unis a fait un bond de 135 %.

Le Québec est aujourd'hui le septième partenaire commercial des États-Unis, après le reste du Canada, le Japon et le Mexique, vos trois premiers partenaires commerciaux. En fait, le Québec est, pour l'économie américaine, plus important que des pays comme la France, Taiwan, la Corée du Sud ou le Brésil!

Certes, le Québec, comme d'autres pays, a profité d'une conjoncture favorable, dont la solide performance de votre économie nationale. Mais ces bonnes nouvelles sont aussi le fruit d'actions entreprises par notre secteur privé et notre gouvernement. Le nouveau positionnement du Québec est particulièrement visible à Montréal. En effet, selon la firme internationale Price Waterhouse, Montréal et sa région, avec plus de 3 000 000 d'habitants, se classe au quinzième rang des grandes agglomérations d'Amérique du Nord pour ce qui est de la population. Elle est neuvième pour le nombre d'entreprises de pointe, septième pour le nombre d'emplois en technologies de l'information, sixième dans les secteurs pharmaceutique et biotechnologique, cinquième dans le domaine aéronautique, et première pour ce qui est de la proportion de la population qui travaille dans les technologies de pointe.

En juillet dernier, la revue américaine Wired publiait une étude qui classait Montréal au douzième rang mondial des 46 régions les plus performantes dans les technologies de pointe. Aucune autre ville canadienne ne fait partie de cette liste sélecte, et notre métropole devance même des pôles d'attraction comme Singapour, Tokyo, Los Angeles, Hong Kong et Copenhague.

Quant à Québec, notre capitale nationale, elle se transforme chaque jour davantage pour devenir un centre de haute technologie. Elle se démarque notamment dans le secteur de l'optique, en technologies de l'information, en biotechnologies et dans ce matériau d'avenir qu'est le magnésium.

Dans le secteur de l'aéronautique, c'est chez nous que se situe plus de la moitié de la production de l'industrie canadienne, qui y regroupe 70 % des activités en recherche et développement. Montréal est la seule ville au monde où il est possible de trouver tous les éléments nécessaires à la construction d'un avion ou d'un hélicoptère dans un rayon de 30

kilomètres. C'est ainsi la deuxième concentration mondiale en aéronautique après Seattle et devant Toulouse, royaume de l'Airbus.

Toujours dans le domaine des transports, le Québec est réputé pour son expertise dans la construction de camions, d'autocars, de trains, de wagons de métro, sans oublier les motoneiges, de plus en plus populaires au Wisconsin.

Quant au secteur agroalimentaire, les entrepreneurs québécois connaissent un succès enviable sur les marchés internationaux. Ils sont reconnus pour leur expertise en génétique bovine et porcine. Notre Centre d'insémination vend ses produits dans plus de 140 pays. Nos exportations comptent le porc, les fruits et légumes, le soya, les produits de l'érable. Elles ont atteint un nouveau sommet en 1999 se chiffrant à 1 800 000 000 \$ US. Nos producteurs laitiers sont nombreux, ce qui permet au Québec, comme au Wisconsin, de produire des fromages de haute qualité. Saputo est l'une de nos entreprises les plus dynamiques dans le domaine. Cette dernière possède aussi de nombreuses installations aux États-Unis dont 11 dans le seul Wisconsin.

Enfin, notre secteur des biotechnologies, qui est aussi en expansion ici, joue un rôle de premier plan dans notre économie. Avec ses nombreuses universités, ses centres hospitaliers universitaires de recherche et ses entreprises, le Québec se classe parmi les centres en Amérique.

Plusieurs raisons expliquent ces progrès. Nous croyons que notre environnement d'affaires et notre émergence comme interface entre l'Europe et l'Amérique du Nord en sont deux éléments déterminants.

Selon une récente étude de la firme KPMG, société internationale d'experts-conseils en gestion, c'est au Québec que les coûts d'implantation et d'exploitation d'une entreprise sont les plus bas comparativement aux principaux pays industrialisés.

À titre d'exemple, les coûts d'entreprise au Québec sont de 2,1 % inférieurs à la moyenne canadienne et de 9,7 % moins élevés qu'aux États-Unis. Ajoutons à cela des incitatifs fiscaux parmi les plus intéressants en Amérique du Nord et un taux d'imposition des sociétés parmi les plus faibles du continent nord-américain. Au printemps dernier, notre ministre des Finances a en plus annoncé une exemption fiscale complète de dix ans pour tout projet majeur d'investissement.

Les entreprises présentes au Québec peuvent compter sur la plus grande disponibilité de capital de risque au Canada. De plus, notre gouvernement a récemment conclu une entente avec les dirigeants du NASDAQ afin de mettre en place une bourse électronique située à Montréal.

Nous avons aussi développé des instruments originaux. Je pense notamment à la Société générale de financement (SGF) et à Investissement Québec, dont des représentants sont avec nous aujourd'hui.

Mais nos succès économiques ne sont pas seulement une question de coûts de production. Nous avons fait de notre différence un avantage concurrentiel. 600 grandes entreprises des

États-Unis et 600 grandes entreprises européennes travaillent côte à côte dans nos grappes industrielles en technologies de pointe. Nous nous sommes imposés comme une véritable interface entre les États-Unis, l'Europe et le Québec.

Les cadres, les chercheurs et les travailleurs spécialisés du Québec jouissent d'un avantage certain en matière de recherche et développement, de conception, de production et de commercialisation. Cela peut aider à comprendre pourquoi une nation de 7 000 000 de personnes figure maintenant parmi les dix premières du monde dans le secteur de l'économie du savoir.

Nous misons sur un atout: la qualité et la stabilité de notre main-d'œuvre. Ce sont d'ailleurs les raisons le plus souvent évoquées par les investisseurs étrangers qui choisissent le Québec. S'ajoutent à cela les compétences linguistiques de notre population active. Le Québec est un État francophone où la moitié de la population active est bilingue, 60 % à Montréal. Ce pourcentage atteint 80 % chez les hauts cadres. Nous implantons également des programmes afin d'augmenter le nombre de Québécois capables de s'exprimer dans une troisième langue, comme l'espagnol.

Cette nouvelle force économique du Québec, nous voulons l'arrimer encore davantage aux États-Unis, et plus particulièrement au Wisconsin. Notre ouverture aux autres ne date pas d'hier. L'avènement du libre-échange en est un excellent exemple. Dans les années 80, le Québec s'est fait l'avocat du libre-échange. Grâce au support massif de la population en faveur d'un accord entre les États-Unis et le Canada, puis en faveur d'un accord nord-américain, l'entente historique est entrée en vigueur en 1989. Sans elle, nous ne pourrions envisager, aujourd'hui, la création d'une zone de libre-échange s'étendant de la Terre de Baffin à la Terre de Feu.

Comme vous le savez, le Québec a mené, ces dernières années, un important débat démocratique sur son avenir politique. Certains croient, comme moi, que l'avenir du Québec serait mieux servi si nous devenions un État souverain. D'autres se satisfont du statu quo ou persistent à croire, malgré les tentatives infructueuses des 40 dernières années, qu'il est possible de réformer le Canada de l'intérieur. Mais quelles que soient les positions respectives, nous croyons qu'il appartient aux Québécois, et à eux seuls, de déterminer de façon démocratique quel sera leur avenir politique et constitutionnel. Et quelle que soit notre décision, le Québec a fait une fois pour toutes le choix d'être une société ouverte, profondément engagée dans l'économie panaméricaine et mondiale.

Compte tenu de ce choix et de l'avènement probable d'une zone de libre-échange panaméricaine, nous allons accentuer notre présence un peu partout en terre d'Amérique en appuyant ces efforts sur trois piliers stratégiques: l'économie, l'éducation et la jeunesse.

En économie, certains d'entre vous pensent peut-être déjà: « C'est une bonne chose pour le Québec, mais où y trouve-t-on notre compte? » La réponse: les emplois. Même si la balance commerciale actuelle est favorable au Québec, nous importons de plus en plus de produits américains, et les investissements québécois sont en hausse aux États-Unis. En conséquence, pas moins de 250 000 emplois sont directement reliés aux produits américains vendus au Québec, alors que 60 000 emplois en sol américain sont directement créés par nos différentes compagnies qui y sont établies.

Le second pilier de nos efforts demeure l'éducation. Nos établissements d'enseignement supérieur québécois ont la volonté d'amorcer ou d'intensifier les échanges de connaissances et de favoriser la mobilité étudiante.

J'ai eu le plaisir de présider hier, en compagnie du gouverneur Thompson, une séance de signature où le Québec et le Wisconsin se sont résolument engagés sur la voie d'une coopération renforcée. D'une part, par la voie d'un cooperation agreement qui permettra d'intensifier et d'élargir la coopération. D'autre part, par la signature concurrente d'ententes entre les partenaires intéressés en matière d'études universitaires (avec l'University of Wisconsin), d'enseignement technique (avec vos Technical Colleges System) et de développement de l'emploi des jeunes (avec le Wisconsin Department of Workforce Development).

Quant à notre jeunesse, nous avons annoncé récemment la création de l'Office Québec-Amériques pour la jeunesse. Cette agence permettra, chaque année, à des jeunes des trois Amériques de se familiariser avec leur culture respective. Ces 3000 jeunes effectueront des séjours au Québec et dans d'autres pays de notre hémisphère. Cet office est d'ailleurs partenaire du projet d'échanges de jeunes stagiaires avec le Wisconsin.

J'ai tracé là les grandes lignes de force du Québec et j'ai esquissé les avenues d'un renforcement significatif des liens entre le Québec et le Wisconsin. Je ne voudrais pas que l'on laisse en veilleuse le grand potentiel d'échanges entre le Québec et le Wisconsin et la qualité des liens établis entre des représentants et des leaders de nos deux sociétés. Je vous remercie, au nom des membres de Mission Québec, pour votre accueil chaleureux.

En deux jours, nous avons beaucoup appris de votre expérience et de vos idées. Cela nous permettra sans doute de raffermir les liens qui nous unissent. Nous avons encore bien des choses à nous dire et à découvrir. Nos racines historiques communes et le succès de cette mission économique nous facilitent la tâche et nous permettent d'envisager avec confiance les années qui viennent.

Merci.